Monsieur et Madame xxxxxxxxxxxx

20137 Porto-Vecchio

Cour d'appel de PARIS

Monsieur le Premier Président

Greffe des contestations des honoraires d'avocats

Pôle 2, chambre 6

4, Boulevard du Palais

75055 PARIS RP

Porto-Vecchio le 08 avril 2014

LRAR n°1A 092 233 6166 0

Saisine du Premier Président de la Cour d'appel en contestation des honoraires d'un avocat

Monsieur le Premier Président,

Nous nous permettons de solliciter votre arbitrage après le rejet de notre demande par décision, du **19 mars 2014**, de Monsieur le Bâtonnier, suite à un litige nous opposant à Maître xxxdont le cabinet est situé 106, rue de Richelieu 75002 Paris.

(Pièce n° 1 : décision du 19 mars 2014 du Bâtonnier)

Nous avons signé avec Maître xxxune convention d'honoraires le **1 octobre 2012**.

(Pièce n° 2 : convention d'honoraires)

Maître xxx était chargé de défendre nos intérêts dans le cadre des procédures suivantes:

- Maître xxxxxx, liquidateur judiciaire, concernant une décision du 5 juillet 2012 du TGI d'Ajaccio : Nous avons interjeté appel de cette décision, le 17 août 2012, auprès de la Cour de Bastia .Cette procédure concerne la demande du bien en paiement (par l'article 2458) de notre créance judiciaire hypothécaire de premier rang sur ces biens.
- Procédure pour la fixation de nos intérêts civils pendante devant le TGI d'Ajaccio, à l'encontre de Monsieur xxxxxxxxxxxxet Madame xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx
- Une action en responsabilité civile professionnelle du cabinet d'avocats SCPA xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxet associés.

C'est à tort que le Bâtonnier de l'ordre des avocats a rejeté nos demandes.

La décision repose tout d'abord sur les seuls éléments et dires de Maître xxx, adressés à l'Ordre par courriel le 21 janvier 2014 où sont absentes les diligences qui correspondent aux prestations prétendument accomplies dans trois dossiers distincts.

Les 72 heures de travail ne sont ainsi pas justifiées.

La décision occulte par ailleurs tous les éléments de preuve que nous avons apportés.

(Pièce n° 3 : Courriel de Me xxx du 21 janvier 2014)

De la même façon, il sera démontré clairement au travers des développements ci-après exposés que l'intervention « prétendue » dans trois dossiers relatée par Maître xxx dans son courriel du 21 janvier 2014 n'est qu'une altération de la vérité.

Ce dernier n'est intervenu que dans un seul dossier (xxxxxxx).

- **1/** Maître xxx verse copie de la plainte pénale faite lors de notre convocation en gendarmerie, du **14 février 2013**, et indique : *copie synthétisant les faits et annexant mes écritures !*

Force est de constater que ses écritures pour ses conclusions ont été faites pour le **31 octobre 2012 et le 6 février 2013** pour la Cour de Bastia, **et le 6 février 2013** pour la Cour d'Ajaccio. La synthèse annexant ses écritures ont été prises sur la réclamation que nous avons faite au Bâtonnier d'Ajaccio du 14 août 2012, et non, comme le prétend Maître xxx sur le PV de la gendarmerie du 14 février 2013, comme il pourra être vérifié au regard des dates des dites pièces.

(Pièce n°4 : Mail de Me xxx du 24 septembre 2012).

2/ Maître xxx indique être intervenu dans le dossier « Corin », et comme justificatif, il verse des échanges de courriels des 15 et 16 novembre 2012, mais se garde de verser notre échange de mail avec sa collaboratrice du 27 novembre 2012, qui stipule que :

« Le jugement de la Cour d'appel n'étant pas suspensif, nous n'aurons donc pas besoin de demander une nouvelle provision sur notre indemnité d'éviction. Nous enverrons donc le dossier complet à Maître xxx après la cassation ».

Dans ce dossier, il n'a fait que communiquer l'arrêt de la Cour de Bastia du 24 octobre 2012 à son confrère Maître xxxxxx, avocat de cassation.

Vous pourrez lire dans le courrier du 12 novembre 2012 de l'avocat à la Cour de cassation :

« J'ai bien reçu votre lettre du 7 novembre dernier. Je vous confirme que mon confrère Maître xxxxxxxxx, m'a fait parvenir les premiers éléments de votre dossier. »

(Pièce n°5 : mail du 16 novembre 2012)

(Pièce n°6 : Mails : demande de Me xxxxxx et notre réponse du 27 novembre 2012)

(Pièce n°7 : Courrier de Me xxxxxx, avocat de cassation du 12 novembre 2012 et notre courrier (prétentions)).

3/ Concernant la procédure en responsabilité civile, Maître xxx ne peut prétendre avoir effectué le moindre travail, aucune diligence n'a encore été faite.

(**Pièce n°8** : échange de mails du 27 juin 2013 et du 16 juillet 2013 concernant cette procédure **NON** ouverte)

Vous trouverez ci-dessous le travail réel et diligences effectuées :

- **1/** Le cabinet xxx a signifié, par huissier de justice, l'appel du jugement du 5 juillet 2012 à la partie adverse le 24 octobre 2012.
- **2/** Par lettre RAR le 30 octobre 2012 et le 3 juin 2013, il a fait sommation de communiquer les pièces concernant la saisie immobilière à Maître xxx, liquidateur.
- **3/** Les conclusions du 3 octobre 2012 et du 6 février 2013, faites par le cabinet xxx à la Cour d'appel de **Bastia**. Ces dernières concernent la demande du bien par l'article 2458 du code civil en paiement de notre créance hypothécaire judiciaire provisoire, privilégiée avec sûreté de 115.516,03 euros.

(**Pièce n° 9** : Conclusions du 31 octobre 2012)

(**Pièce n° 10**: Conclusions du 06 février 2013)

4/ Maître xxx, pour la validation de notre créance devant le TGI d'Ajaccio, a rendu le 6 février 2013 les seules et uniques conclusions, sans réplique de la partie adverse.

Une audience a été fixée pour la plaidoirie au 16 mai 2013 où Maître xxx était présent sans contradicteur, la partie adverse étant absente.

(**Pièce n°11**: Conclusions du TGI d'Ajaccio du 06 février 2013)

Par ailleurs, l'article 10 du décret du 12 juillet 2005 relatif aux règles de la profession d'avocat précise que l'avocat informe son client dès sa saisine, puis de manière régulière, des modalités de détermination, des honoraires et de l'évolution prévisible de leur montant.

Afin d'éviter des demandes d'éclaircissement futur, l'avocat prendra attention au début de la relation d'informer son client sur le mode de fixation des honoraires. Un arrêt de la cour de cassation du 18 juillet 2000 (Cass. 1re civ., 18 juill. 2000 : Juris-Data n° 2000-003008) a tranché en ce sens et fait à l'avocat obligation d'informer le client, au début de leurs relations, du mode de fixation de ses honoraires. Cette décision est conforme à l'article 11-2 du règlement intérieur national.

Or, il convient de préciser qu'aucune facture ne nous a été remise du 13 septembre 2012 au 22 mai 2013: La première a été faite en date du 22 mai 2013 et s'élevait à 11.122,31 euros.

Dans cette facture, nous constatons une erreur que nous signalons par mail à Maître xxx en lui rappelant les sommes déjà versées à son cabinet et leurs dates de versements, en partant du premier versement fait par virement bancaire le 13 septembre 2012 suivi des sommes versées en complément de provisions d'honoraires jusqu'au 22 mai 2013 .

(**Pièce n° 12** : facture et son détail du 22 mai 2013)

En réponse, Maître xxx le 27 mai 2013, nous indique par mail : « *Je m'excuse de l'erreur involontaire qui s'est glissée dans ma précédente facture sur les somme versées par vous*

pour les deux procédures en cours à Bastia et Ajaccio. J'ai corrigé le montant versé et repris la somme à régler en vue de mes diligences à venir » et joint une facture de 3.956,31€uros.

(Pièce n° 13 : mail + facture du 27 mai 2013).

Nous lui avons adressé la somme de 3.956,31€, réglée en trois chèques au vu de ces diligences à venir.

(Pièce n°14: échange de mails + Courrier du 27 mai 2013 joignant l'envoi de la somme de 3.956,31€ par 3 chèques + Détail des montants versés du 13/09/2012 au 27 /05/ 2013.)

En réponse à notre contestation des heures travaillées, par mail le 27 mai 2013, Maître xxx écrit : « **le traitement de vos dossiers a été important notamment compte tenu de l'ancienneté et du volume des recherches et détails des faits** », il ne pourra être que constater une nouvelle fois que cet argument est inexact.

Il convient d'insister sur le fait qu'il existe une grande contradiction entre ce qu'indique Maître xxx et la réalité des faits.

Ce dernier a depuis le 24 septembre 2012 les 52 pièces et documents nécessaires à la gestion de notre dossier.

Il sera soulevé le fait que tout au long de la procédure, Maître xxx nous demande des informations complémentaires par téléphone, ou des pièces que de surplus, il possède déjà afin de justifier sa facturation, d'où nos multiples échanges de mails comportant des observations explicatives.

Cette situation lui a été dénoncée à plusieurs reprises et rappelée dans la réclamation du 29 décembre 2013 comme suit : *le travail de l'avocat consiste essentiellement à écrire des correspondances et surtout des écritures judiciaires (assignation, conclusions, dires)*

(Voir ses annotations dans les conclusions n°1, n°2 de Bastia et celles d'Ajaccio)

Le 4 novembre 2013, Maître xxx nous envoie ses conclusions prévues pour le 6 novembre 2013 et une nouvelle demande de complément de provisions d'honoraires d'un montant de 7.117,60 €uros.

Dans la décision rendue par le Bâtonnier, il nous est reproché d'être pointilleux et que Me xxx avait du refaire ses conclusions du 4 novembre 2013, **qui, par ailleurs, n'ont pas été versées à la Cour.**

Il convient de rappeler que tous les éléments, avec pièces à l'appui, lui ont été communiqués pour ses écritures. C'est dans ce contexte que nous avons dénoncé à Me xxx que malgré **la mise en évidence de nombreuses irrégularités dans des actes authentiques qui ont fait l'objet d'une plainte pour faux**, rien n'apparaît à ce sujet dans ses conclusions écrites N° 3 pour la clôture prévue pour le 6 novembre 2013 !

Nous ne sommes pas pointilleux mais il est anormal que de telles irrégularités n'aient pas été dénoncées comme frauduleuse ni même abusive dans ses conclusions.

Nous lui avons rappelé, par lettre RAR le 18 novembre 2013, l'irrégularité des pièces que ce dernier nous affirmait régulières par mail du 4 novembre 2013.

(Pièce n° 15: Conclusions du 4 novembre 2013 + Courriel demandant un complément provisions d'honoraires).

(Pièce n° 16 : Notre courrier RAR du 18 novembre 2013)

C'est encore en méconnaissance des critères d'évaluation définie par la loi, que Maître xxx a pu nous abuser.

- Il sera important de rappeler que le seul dossier travaillé par le cabinet xxx concerne une affaire nous opposant à Maître xxxxxx devant la Cour d'appel de Bastia.

Cette affaire concernant la demande du bien de Mme xxxxxx, par article 2458 code civil, en paiement de notre créance privilégiée par une hypothèque et sûreté de premier rang étant les seuls créanciers restant inscrits sur ce bien.

Analyse facturation du 11 septembre 2012 au 14 novembre 2013 :

1/ Recherches hypothèque :	6 heures
2/ Conclusion Bastia n°1 et n°2 :	6 heures 30 mn
3/ Conclusion Bastia n°3 (non versées) :	11 heures 30 mn
4/ Courriers postulant Bastia.....	4 heures
5/ Entretiens Téléphoniques avec postulant	1 heure 10 mn
6/ Courrier CA Bastia.....	0 heures 30 mn
7/ sommations de communiquer Me Celeri.....	2 heures
8/ signification huissier procédure Appel.....	1 heures
9/ Courriers client.....	3 heures 05 mn
10/ Entretiens Téléphoniques client.....	3 heures 10 mn
11/ Courriers confrère précédant (Me Mainetti)..	2 heures 40 mn
12/ Entretiens Téléphonique Me Mainetti.....	1 heures 05 mn
13/ Entretien Téléphonique Huissier de justice..	0 heures 30 mn
14/ Entretien Téléphonique conservatoire.....	0 heures 20 mn
15/ Recherche postulation.....	1 heure
16/ Analyse conclusions adverses.....	1 heure 45 mn
17/ Analyse des observations.....	1 heure 45 mn

Sous-Total heures CA Bastia sans clôture.....48 heures 25mn

1/ Recherche postulation	1 heure
2/ Conclusion TGI Ajaccio (6 février 2013).....	5 heures
3/ Courriers client.....	2 heures 25 mn
4/ Entretiens Téléphoniques Client.....	1 heures 20 mn
5/ Constitution en lieu et place Ajaccio.....	0 heure 30 mn
6/ Courriers Postulant.....	1 heure
7/ Entretiens Téléphoniques postulant.....	0 heure 10 mn
8/ Courriel TGI report date clôture.....	0 heures 20 mn
9/ Fax TGI Ajaccio.....	0 heure 25 mn
10/ DP Audience Ajaccio.....	0 heure 30 mn
11/ Entretiens Téléphoniques TGI Ajaccio.....	0 heure 10 mn
12/ Audience TGI.....	7 heures

Sous-Total heures TGI Ajaccio..... 19 heures 50 mn

1/ Analyse Doyen des juges.....	1 heure
2/ Analyse Cassation.....	1 heure
3/ Entretien Téléphonique Client cassation.....	0 heure 20 mn

4/ Entretien Téléphonique avocat cassation ... 0 heure 20 mn
5/ Courrier avocat cassation 0 heure 30 mn

Sous-Total Doyen + Cassation.....3 heures 10 mn

TOTAL heures : 71 heures 25 mn

Il sera constaté concernant le dossier nous opposant à Maître xxxxxxx un total de 68 heures 15 mn était comptabilisé, en précisant que la procédure de Bastia n'a pas été clôturée par Maître xxx.

-Concernant notre situation financière, Maître xxx savait que nous n'avions plus aucun revenu et que nous bénéficions du RSA.

Ce dernier savait que nous vivions dans une maison qui n'était toujours pas terminée, sans chauffage, et que nous avons subi une escroquerie en bande organisée de la part d'auxiliaires de justice contre lesquels il avait accepté de défendre nos intérêts sans même, par ailleurs, avoir ouvert le dossier mais en ayant encaissé les frais s'y reportant.

-Il est indiqué également qu'aucune convention d'honoraires en forme n'est versée aux débats. †

Or, nous avons versé en **pièce n°6** les conventions d'honoraires qui nous ont été envoyées par Maître xxx et que nous avons parafé et signé le 1 octobre 2012.

Si cette dernière n'est pas conforme : **Qui est responsable l'avocat ou le client ?**

-Il est indiqué dans la décision du Bâtonnier : « *Ils demandent restitution d'une partie de la provision versée sans toutefois préciser l'exact montant de leur demande, précision qu'il a été impossible d'obtenir du fait de leur absence à l'audience.* »

- Pour la première observation, nous répondrons que c'est encore par méconnaissance, car nous pensions que le rapporteur se baserait sur le travail et preuves des diligences réelles effectuées par Maître xxx

L'article 1315 du Code Civil dispose : met à la charge de celui qui se prétend créancier d'une obligation, la charge de prouver sa créance.

- Concernant la deuxième observation, le secrétariat de l'ordre des avocats dont le numéro figure sur la lettre RAR du 16 décembre 2013 nous a indiqué que notre présence à l'audience du 21 janvier 2014 n'était pas nécessaire car cette audience ne durait que 30 minutes et qu'il était même inutile d'être représenté par un avocat car le rendu de la décision ne sera faite que sur les pièces de preuve versées. Ce même secrétariat nous a « dicté » la formulation que nous devrions faire figurer à la fin de notre réclamation, « *Nous vous demandons que cette affaire soit jugée par notre exposé et des pièces versées* »

Aujourd'hui, nous estimons, compte tenu de la nature de l'affaire et des diligences accomplies, que pour le dossier nous opposant à Maître xxx, la procédure en appel de Bastia et la procédure au TGI d'Ajaccio, devrait s'élever à un coût moyen évalué entre 6000.

00 €uros et 7000,00 €uros TTC maximum pour un cabinet d'avocat spécialisé travaillant au tarif horaire identique à nos conventions.

Par conséquent, le total de ces deux procédures après plaidoirie, aurait coûté **entre 6000,00 €uros et 7000,00 €uros maximum, hormis, les frais de postulation, de déplacement et d'huissier.**

Jusqu'à présent, nous avons versé au cabinet xxx la somme de **20.695,31 euros TTC.**

Nous avons contesté, auprès du Bâtonnier, ce montant « abusif » ainsi que le mode de calcul utilisé pour le travail effectué dans cette affaire.

Aujourd'hui, Maître xxx, ne nous représentent plus comme l'indique son courrier du 14 novembre 2013. Par conséquent, nous avons eu l'obligation de prendre un nouvel avocat pour terminer cette procédure devant la Cour de Bastia.

Nous demandons votre intervention pour vérifier le travail réel effectué dans nos procédures à la Cour de Bastia et de celle d'Ajaccio par le cabinet xxx et constater l'exactitude du trop perçu du cabinet.

Nous sollicitons aussi votre intervention afin de déterminer les honoraires dus, sachant que la valeur moyenne des deux procédures serait de **7.000,00 €uros TTC maximum**, facturées par un cabinet d'avocat spécialisé travaillant au tarif horaires identique à nos conventions.

A cela, nous ajoutons les frais d'avion et de parking pour la venue de Maître xxx à Ajaccio le 16 mai 2013 qui s'élèvent à **358,00 €uros**, donnant ainsi un résultat total pour ces deux procédures d'un montant de **7.358,00 €uros**.

Par conséquent nous vous demandons de nous faire restituer les honoraires trop perçus **pour un montant de 13.342,31 €uros.**

Il serait enfin inéquitable de laisser à notre charge les frais de déplacement que nous avons engagés pour la défense de nos droits les plus légitimes, nous demandons que nous soit allouée la somme **de 1.000,00 €uros** à ce titre.

Nous joignons à ce courrier l'ensemble des documents numérotés relatifs à cette affaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Président, l'expression de notre considération distinguée

M et Mme xxxxxx

Pièces communiquées :

Pièce n° 1 : décision du 19 mars 2014 du Bâtonnier

Pièce n° 2 : convention d'honoraires de Maître xxx du 1 octobre 2012

Pièce n° 3: Courriel de Maître xxx du 21 janvier 2014 à l'ordre des avocats.

Pièce n°4 : Mail de Me xxx du 24 septembre 2012

Pièce n°5 : mail du 16 novembre 2012

Pièce n°6 : Mails, demande de Me xxx et notre réponse du 27 novembre 2012.

Pièce n°7: Courrier de Maître xxxxxx, avocat de cassation le 12 novembre 2012 et notre courrier du 7 novembre 2012.

Pièce n°8 : échange de mails du 27 juin 2013, et du 16 juillet 2013, concernant cette procédure pas ouverte

Pièce n° 9: Conclusions pour la Cour d'appel de Bastia du 31 octobre 2012

Pièce n°10: Conclusions pour la Cour d'appel de Bastia du 6 février 2013

Pièce n°11: Conclusions du TGI d'Ajaccio du 6 février 2013

Pièce n° 12 : facture et son détail du 22 mai 2013

Pièce n° 13 : mail de Maître xxx erreur de facture + nouvelle facturation du 27 juin 2013

Pièce n°14: mail + courrier du 27 mai 2013 concernant l'envoi de la somme de 3.956,31€, par 3 chèques avec les détails des montants versés au 27 mai 2013.

Pièce n° 15: Conclusions du 4 novembre 2013 +Courriel demandent complément provision d'honoraires.

Pièce n° 16 : Notre courrier RAR du 18 novembre 2013